

SECONDA SESSIONE URDINARIA DI U 2021
RIUNIONE DI I 28 E 29 D'UTTOBRE 2021

2EME SESSION ORDINAIRE DE 2021
REUNION DES 28 ET 29 OCTOBRE 2021

2021 / O2/038

**REPONSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF A LA
QUESTION DEPOSEE MONSIEUR GEORGES MELA AU NOM DU
GROUPE UN SOFFIU NOVU**

OBJET : Actualisation du PPI Infrastructures routières

Monsieur le Conseiller,

Merci pour cette question dense, je ne pourrai pas répondre dans le détail à chacun des points soulevés, mais j'irai tout de suite à la préoccupation essentielle qui est la vôtre.

Je vous ferai des propositions, ainsi qu'à l'Assemblée de Corse pour que le Conseil exécutif et les services de la Collectivité partagent mieux l'état de la situation, les perspectives, la construction ou la réactualisation du Programme pluriannuel d'interventions routières. Cela fait donc partie des axes de travail dans lesquels nous devons inventer de nouvelles façons de travailler, entre le Conseil exécutif et l'Assemblée de Corse.

J'ai donc des propositions à vous faire, que je ferai également aux Présidents de groupe selon les modalités qui nous apparaîtrons le plus appropriées.

Je souhaite que nous prenions des décisions dans ce sens avant la fin de l'année 2021.

Voilà donc pour la méthode, qui nous permet d'avoir de la visibilité car nous savons aussi que cela fait partie des critiques qui ont été développées suite à la mise en place de la nouvelle Collectivité de Corse, cette impression d'éloignement, cette impression également de ne pas avoir d'interlocuteur, notamment dans le domaine routier.

Les routes sont un des fondements importants de l'action publique, aussi bien pour les élus territoriaux, le Conseil exécutif, l'Assemblée de Corse, les maires, les Présidents d'intercommunalités, et tout simplement les citoyens.

Il y avait donc de ce côté-là un déficit, une partie de ce déficit étant sans doute inhérente aux priorités que nous avons à traiter dans la première phase de construction de la nouvelle Collectivité de Corse.

Aujourd'hui, y compris à l'aune de notre engagement partagé, il faudra réfléchir à une façon de travailler qui associe de façon plus efficace et plus satisfaisante l'Assemblée de Corse, et le Conseil exécutif, il faudra donc mettre cette question des routes à l'ordre du jour et c'est ce que nous ferons.

Plus globalement, certaines choses méritent d'être tempérées, par exemple, l'idée d'un ralentissement. Il n'y a pas eu de ralentissement notamment sur la fin du PEI, au contraire, il y a eu une accélération qui nous a permis de rattraper les retards qui avaient été pris, aussi bien en ce qui concerne le déficit de programmation ou de préparation des opérations, que l'équité géographique entre les territoires.

Deux exemples : le premier, sur la question du tunnel de Bastia, si nous n'avons pas pu financer jusqu'à aujourd'hui et engager des opérations (elles vont commencer à l'être à partir de février), c'est parce que tout le travail préparatoire en amont n'avait pas été fait pendant des années.

Enfin, le deuxième, en 2015 lorsque nous sommes arrivés aux responsabilités, il n'y avait aucune programmation envisagée au titre du PEI sur la région ajaccienne, nous conduisant à choisir, et c'est une décision politique, que, sur l'enveloppe disponible au titre des infrastructures (1000 M d'euros environ), 80 M d'euros soit affecté à la région ajaccienne.

De la même façon, nous avons choisi de prolonger, et de reprendre à notre compte des opérations qui avaient été initiées par l'ancien Conseil départemental de Corse du Sud, je pense à l'opération des Sanguinaires, mais également à l'opération où la Collectivité a été fortement engagée, concernant notamment les travaux sur la rocade.

Nous avons donc fait un travail de récupération, avec en arrière-plan une réorganisation des services d'investissement qui étaient totalement à l'arrêt.

On pointe souvent les difficultés en termes de ressources humaines, j'aimerais dire que dans ce domaine-là nous nous sommes mis en situation de relancer l'investissement, d'intégrer dans la Collectivité, soit des agents qui étaient partis, soit des jeunes, femmes et hommes qui font un travail remarquable.

Sur les questions importantes concernant l'extrême Sud, sur Purtivechju, j'avais accompagné la Collectivité de Corse, et l'exécutif avait accompagné des opérations que vous portiez, toujours dans la logique d'équité qui est la nôtre.

Cette problématique de l'effondrement du mur a été pour nous un sujet de préoccupation permanent, et c'est un dossier qui est complexe, je suis aujourd'hui à votre disposition et bien évidemment à la disposition de notre collègue, maire de Portivechju pour régler ce problème le plus vite possible.

Sur la déviation d'Ulmetu, j'ai souvent échangé avec le maire d'Ulmetu, nous avons trouvé une solution qui a été, je vous le rappelle, validée par le maire, c'est-à-dire que nous avons financé des infrastructures de parking, que nous n'avions normalement pas à financer.

Aujourd'hui nous sommes à 5 parkings afin de retrouver un stationnement à deux voies et ne pas aller vers des solutions de stationnement qui rendent difficile la circulation. La Collectivité de Corse a donc tenu ses engagements, et l'on va donc voir si ce fonctionnement est satisfaisant.

Cela ne nous a pas empêchés de travailler sur l'option de la déviation, tracé qui est aujourd'hui défini. Nous sommes confrontés aussi bien pour Ulmetu que pour Santa Lucia di Purtivechju à une évolution de la réglementation et de la jurisprudence, jurisprudence qui considère que sont systématiquement sanctionnées les voies dites de contournement des bourgs, ce qui veut dire que nous sommes conduits à des études environnementales très approfondies, voilà une des raisons du retard.

Ces difficultés s'ajoutent à celles rencontrées par les villages de l'intérieur où le flux de circulation n'est pas le même, mais où les routes sont toutes aussi indispensables ; notamment dans le Cismonte, où il existe un retard considérable et c'est une des discussions que nous avons eues, notamment avec les représentants de l'Etat.

Je rappelle qu'aujourd'hui dans le PTIC, rien n'est prévu pour les routes, nous avons 5.500 km de réseau routier, nous avons encore des investissements considérables à faire, et nous n'avons pas aujourd'hui les instruments qui nous permettront de le faire, c'est donc là aussi une discussion qui nous attend, mais je pense que de ce côté-là, nous trouverons les moyens de demander et d'agir ensemble, au service de la Corse et de tous les territoires.